

Vote du budget

L'État se porte garant de l'inégalité des richesses

AVEC LA RÉGULARITÉ D'UN métronome, le budget de l'État est voté par l'Assemblée nationale chaque automne après avoir été préparé dans les commissions parlementaires ad hoc. On pourrait croire que cette captation d'une part considérable de la richesse produite par la collectivité au cours de l'année écoulée est parfaitement contrô-

sur l'autre et jouent les intermédiaires entre les lobbies industriels, militaires et politiques. Au bout du compte, les députés n'arrivent à avoir prise qu'au dernier moment et à la marge sur les crédits attribués à tel ou tel ministère. La stratégie d'ensemble concernant les 1 650 milliards de francs du budget pour l'année 2 000 échappe presque totalement à leur contrôle.

de l'éducation nationale et de l'armée, qui à eux deux ramassent les plus grosses parts. On s'inquiète de savoir si la culture dépassera ou pas les 1% et bien sûr on appuie sur l'accroissement des moyens donné à la lutte contre le chômage et l'exclusion puisque ce sont des enjeux politiques sensibles. Pour le reste, il faut une sacrée dose de courage pour déchiffrer les lignes budgétaires accessibles à tous, bien entendu.

interdit un certain nombre pour cause de subversion potentielle et cela n'a pas cessé depuis.

Pour la gestion directe des caisses d'entraide par les salariés !

Aujourd'hui la boucle est bouclée et l'État contrôle tout le système de protection sociale.

Le bras de fer entre le MEDEF et Martine Aubry est donc purement politique. Ce n'est pas nos intérêts que défendent le patronat mais les leurs c'est-à-dire leurs prérogatives sur l'appropriation de nos richesses. Aubry veut du fric pour défendre politiquement sa loi sur les 35 heures et le patronat craint de voir rogner sa capacité d'influence sur la redistribution de l'argent de la sécu qui intéresse l'industrie pharmaceutique, les médecins libéraux et autres profiteurs qui vivent sur le dos de la santé publique.

Le chantage du MEDEF qui menace de quitter les organismes paritaires a aussi pour objectifs de mettre en difficulté ce gouvernement. Sur le fond, nous pouvons être sûr qu'ils savent eux aussi taper dans la caisse au mieux de leurs intérêts.

Le plus tragique est sans doute de voir les pontes des confédérations syndicales incapables de s'opposer à la mainmise de l'État et du patronat sur les fruits de notre travail et qui collaborent à cette vaste escroquerie.

Sommes-nous donc vraiment incapables de prendre le MEDEF au mot et de dire chiche, foutez le camp, nous travailleurs allons-nous occuper de nos affaires.

C'est certainement possible pour peu qu'une volonté collective impulse une dynamique d'autonomie et d'entraide entre tous les salariés.

C'est ce qu'il nous faut rabâcher sans relâche en ces temps plutôt difficiles.

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

**TAXE SUR LE TABAC
POUR FINANCER LES 35 H**



La quête dans la rue pour financer l'armée, c'est pas pour demain !

Si aujourd'hui le fric attribué à l'armée est légèrement inférieur à celui que reçoit l'école ce n'est pas à cause d'un soupçon d'antimilitarisme qui troublerait la gauche plurielle mais bien parce que les technologies militaires convergent de plus en plus avec celles qui sont développées par l'industrie civile et que des économies d'échelle sont ainsi réalisées. Encore faudrait-il prendre en compte l'argent mis dans la recherche et qui profite aux militaires.

Quant aux recherches sur le cancer, le sida, la solaire, la lutte contre les logements insalubres et autres besoins sociaux, il faudra toujours aller quémander dans la rue un peu de cette solidarité élémentaire que l'on devrait assumer d'une autre manière.

Ce qui n'est pas pour nous étonner car les moyens économiques détournés au profit de l'État n'ont pas pour finalité de répondre aux besoins sociaux mais bien de pérenniser les structures d'encadrement politique des populations avec comme ultime recours la répression judiciaire, policière, voire militaire si nécessaire.

Les nouvelles prérogatives que l'État s'est attribuées depuis peu sur le budget de la sécurité sociale sont significatives de cette volonté politique d'encadrement. Et l'on ne voit guère de partis politiques dénoncer cette emprise.

Il n'est donc pas inutile de rappeler que les caisses de la sécu comme celles des ASSEDIC et de retraites sont financées par nos salaires. Et les fameuses charges sociales qui soi-disant écrasent le patronat ne sont en fait qu'une partie de nos revenus qu'ils s'approprient arbitrairement.

Depuis les années 1850 l'État et le patronat n'ont jamais vu d'un bon œil les salariés organiser l'entraide et la solidarité à travers des caisses de résistances et de mutuelles. Napoléon III en avait

Pourtant l'enjeu est d'importance car l'État français a des structures hyper centralisées qui lui confèrent un pouvoir considérable. Le meilleur exemple est fourni par la comparaison avec la région Rhône-Alpes, deuxième région économique, qui a un budget culminant à 8 milliards de francs. C'est presque dérisoire au vu de ses attributions officielles. La décentralisation politique de l'État est un leurre car celui qui détient le fric reste bel et bien le maître du jeu. Chacun a les illusions qu'il peut, et nous savons bien nous autres anarchistes qu'on n'a jamais vu un pouvoir s'autodétruire.

En guise d'information, les médias nous assènent quelques données comparatives sur l'importance des moyens

lées par les députés et que par conséquent la démocratie représentative est bien garante de l'utilisation de ce pactole au bénéfice des intérêts globaux de la société.

Rien n'est moins sûr car les mécanismes d'élaboration de la loi de finances sont complexes et occupent à plein temps un sacré paquet de hauts fonctionnaires qui ne font que reconduire la plupart des crédits d'une année

ISSN 0026-9433 - N° 1179

M 2137 - 1179 - 10,00 F



EDITORIAL

Difficile de ne pas être au courant des déboires de Tibéri et de Strauss-Kahn, les « affaires » dans lesquelles ils sont mouillés s'étalent dans tous les médias.

Héritier et continuateur de Chirac à la mairie de Paris, Tibéri est rattrapé par des décennies de magouilles en tout genre (HLM, faux électeurs, emplois fictifs). Ses amis politiques ne sont pas les derniers à jeter de l'huile sur le feu, absorbés d'ores et déjà par une guerre sans pitié pour garder la mairie en 2001 et pour préserver Chirac en chargeant Tibéri-le-fusible, dans la perspective que le président puisse se représenter en 2002.

De son côté, Strauss-Kahn, pressenti pour conduire la liste PS à ces mêmes municipales, doit revenir en catastrophe en France suite aux dernières révélations sur son rôle dans l'affaire de la MNEF, pompe à fric du PS comme naguère URBA.

La corruption des politiciens et les détournements de fric colossaux pour accéder et se maintenir au pouvoir par tous les moyens, favorise le dégoût de la politique chez ceux-là même qui auraient le plus intérêt à s'y intéresser : les exploités et les laissés pour compte en tous genres. Les taux d'abstention sont en constante augmentation, décrédibilisant un peu plus la légitimité des élus de cette démocratie blindée dans laquelle nous vivons. Les discours lénifiants qu'on nous sert sur la baisse du chômage et le retour au plein emploi ne peuvent occulter que les conditions de vie de millions de personnes (avec ou sans boulot) se dégradent globalement de plus en plus, notamment par la restriction d'accès aux besoins sociaux les plus élémentaires (santé, logement, prestations sociales).

Ce n'est pas des simulacres de justice, comme la médiatisation à outrance d'affaires de toute façon inhérentes à ce système, ni de vagues promesses qui changeront notre quotidien, c'est les luttes déterminées, encore et toujours, qui seules pourront contrarier les visées politiques et patronales et redonner par là-même des perspectives pour un autre futur.

L'OMC lorgne sur l'école

DU 30 NOVEMBRE AU 3 décembre, les représentants de 133 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce se réuniront à Seattle (État de Washington) pour la Conférence ministérielle 1999 de l'OMC. « Ce sera la plus grande manifestation concernant le commerce qui ait jamais eu lieu » déclare fièrement la représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales, Mme Charlene Barshefsky, « et elle marquera le début de négociations globales qui façonneront le commerce mondial à la veille du XXI^e siècle ». [...] La ville de Seattle sera dès lors le théâtre d'innombrables manifestations, meetings, débats et conférences alternatives organisés par des associations telles que les syndicats américains AFL-CIO, des comités d'agriculteurs, des mouvements pacifistes et tiers-mondistes, etc.

Mais il est un service dont on ne parle que trop rarement : l'éducation. Tout porte pourtant à croire que ce secteur, qui attise désormais les convoitises de tous les libre-échangistes en mal de marchés, sera au cœur des négociations de Seattle et de celles qui suivront tout au long du Millenium Round.

Sous la déréglementation, la marchandisation

Depuis une quinzaine d'années, des voix patronales s'élèvent, toujours plus nombreuses et toujours plus puissantes, afin de réclamer une déréglementation de l'enseignement. D'une part, les employeurs estiment qu'un système éducatif libéré du contrôle de l'État, divisé en petites entités autonomes et concurrentes, s'adaptera plus spontanément et plus rapidement aux attentes changeantes des milieux économiques et aux mutations technologiques. D'autre part, l'abandon du service public d'enseignement ouvre évidemment la perspective de nouveaux et juteux marchés : les dépenses mondiales pour l'édu-

cation s'élèvent, ne l'oublions pas, à plus de mille milliards de dollars par an. Ce mouvement de privatisation de l'enseignement est soutenu par deux puissants catalyseurs : les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) et les restrictions budgétaires.

Au-delà de ce qui ressemble de plus en plus à un alibi pédagogique, l'introduction d'ordinateurs et d'Internet dans les salles de classe cache des enjeux commerciaux de première importance. Le marché direct des machines et des logiciels est déjà considérable. Lorsque Claude Allègre a annoncé son intention d'investir 15 milliards de FF pour connecter toutes les écoles françaises au réseau, le quotidien patronal *Les Echos* n'a pas dissimulé sa joie : « C'est un chantier immense qui s'est ouvert là, dans lequel chacun peut espérer avoir sa part du gâteau ». L'entrée des NTIC à l'école constitue également un formidable moyen de stimuler indirectement les marchés de l'informatique, du multimédia, des logiciels et des télécommunications. [...]

Mais le plus important est peut être que l'initiation des jeunes aux technologies de l'information et des communications permet de stimuler l'apprentissage à distance « tout au long de la vie ». Ainsi le travailleur de demain pourra se recycler à ses propres frais, durant son temps libre. Ce sera tout bénéfique pour les employeurs comme pour les fournisseurs de formation à distance. [...]

Un marché en plein essor

Pour l'instant le marché de l'enseignement reste encore essentiellement confiné au niveau de l'enseignement supérieur. Parmi les quatre catégories de commerce de services retenues par l'OMC – fournitures transfrontières, consommation à l'étranger, présence commerciale et présence de personnes physiques – c'est la deuxième qui est largement dominante dans le marché éducatif, sous la forme de poursuite

d'études supérieures à l'étranger. Ce marché, estimé à 27 milliards de dollars au niveau mondial pour 1995, est dominé par les États-Unis, suivis de la France, de l'Allemagne et du Royaume Uni. En 1995, les États-Unis ont vendu pour 7 milliards de dollars en formations universitaires, ce qui y fait de l'enseignement le cinquième secteur d'exportation de services.

perspectives d'une libéralisation accrue de l'Éducation. Dans son rapport, ce groupe insiste sur « le rôle crucial de l'éducation dans la stimulation de la croissance économique ». Il souligne le développement de l'apprentissage à distance, « un créneau très dynamique, qui bénéficie du développement de nouvelles technologies de l'information et des communications ». Il salue la multi-

plification des partenariats entre des institutions d'enseignement et des entreprises (comme la Western Governors' University, fondée par 17 gouverneurs d'états américains avec la collaboration de sociétés comme IBM, AT & T, Cisco, Microsoft, et Thomson International). Enfin, le rapport se réjouit de la déréglementation croissante du secteur éducatif européen (surtout dans l'enseignement supérieur), félicitant au passage les autorités du Royaume Uni qui ont, dès les années 80, entrepris « un mouvement d'abandon du financement public au profit d'une plus grande réponse au marché couplée à une ouverture accrue sur des mécanismes de financement alternatifs ».

Le groupe de réflexion insiste sur trois points qui devraient, selon lui, être au centre des négociations de l'OMC concernant l'enseignement.

Premièrement, la libre circulation de l'information électronique et des modes de communications. « L'apprentissage à distance via des moyens électroniques (télévision, radio, fax, courrier électronique, Internet) est le mode d'éducation et la réserve de formation qui croît le plus rapidement dans l'économie globale ». C'est pourquoi, « les besoins particuliers de l'éducation et de la formation incluent l'accès illimité des fournisseurs aux réseaux de communication nationaux ; le libre accès des citoyens locaux, des sociétés et des organisations au réseau Internet et aux autres points d'accès à la communication électronique ».

Deuxièmement, les négociateurs devraient s'attaquer aux « barrières et autres restrictions qui limitent ou empêchent la fourniture de services d'éducation et de formation au-delà des frontières ».

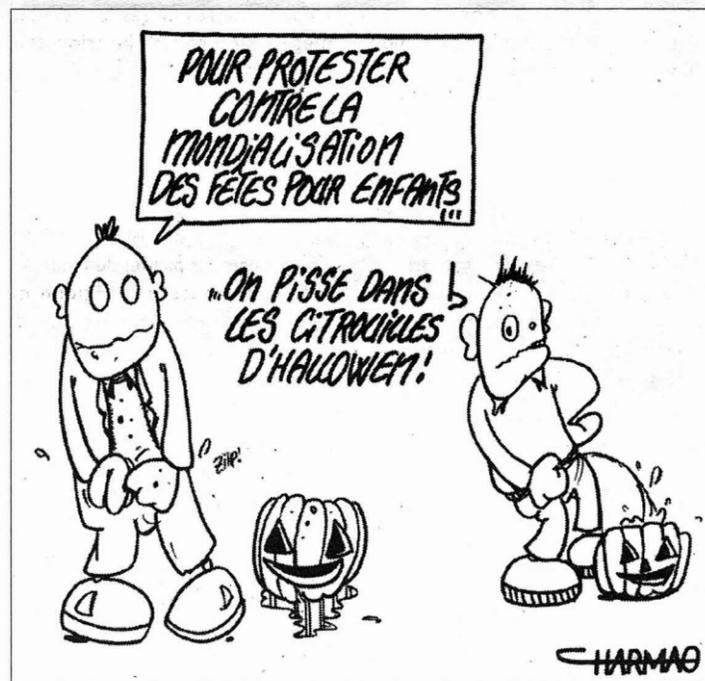
Enfin, troisièmement, il faudrait éliminer les « barrières et autres restrictions qui empêchent la certification des compétences, l'acceptabilité et la transférabilité des certificats d'étude et de formation, des diplômes, des crédits, des certificats, des unités capitalisables et autres formes de certification ».

Inquiétudes syndicales

Les menaces qui pèsent sur l'enseignement public sont donc bien réelles. Comme le craint l'Internationale de l'Éducation (I.E. est une fédération mondiale regroupant les principaux syndicats de l'enseignement public, dont la FSU française et la CGSP belge), « c'est l'assujettissement plus poussé des systèmes d'éducation aux impératifs de l'entreprise privée – avec son cortège de privatisations et de déréglementations – qui pointe à l'horizon. [...] L'éducation publique attise de plus en plus la convoitise de puissants groupes d'intérêt (qui) ne visent rien de moins que son démantèlement en la soumettant aux électrochocs de la concurrence internationale. » L'I.E. souligne les « effets pervers » que peut entraîner la libéralisation de l'enseignement : accroissement de la dépendance face à l'extérieur, acculturation provoquée par l'usage d'une langue étrangère dans l'enseignement, tendance à l'homogénéisation de la formation dispensée et une érosion de la souveraineté. [...]

Pour l'I.E., la généralisation des NTIC dans l'éducation « doit maintenant être analysée à la lumière des pressions croissantes en faveur d'une libéralisation du commerce des services ». Car, estime le syndicat, dans ce nouveau contexte il sera beaucoup plus difficile de mettre ces technologies au service de la majorité plutôt qu'au bénéfice d'intérêts privés. Dès lors, le danger est réel « de se retrouver avec une éducation de nature purement mécaniste et au contenu uniforme ». L'I.E. en appelle donc à la vigilance des organisations syndicales du secteur des services publics et, en particulier, de l'enseignement. [...]

groupe EA. de Nantes



Mais petit à petit, d'autres formes de commerce commencent à se développer dans le domaine de l'éducation : la vente de cours à distance sur Internet ou sur des supports informatiques (« fournitures de services transfrontières »), l'ouverture d'instituts de formation privés contrôlés par des firmes étrangères (« présence commerciale ») et faisant éventuellement appel à des professeurs étrangers (« présence de personnes physiques »). L'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) a été une des premières à offrir 50 cours complets sur Internet, touchant des étudiants dans 44 États américains et 8 pays étrangers. Les autres universités n'ont plus qu'à suivre le mouvement.

Ainsi l'éducation tend-elle à devenir un service marchand à part entière, dont le domaine d'activité s'élargit progressivement à l'enseignement secondaire (surtout dans les filières techniques et professionnelles), et même à l'enseignement fondamental.

Les visées de l'OMC

Dès 1994, la plupart des pays qui allaient fonder l'Organisation mondiale du commerce en janvier 1995 avaient conclu à Marrakech un premier Accord général sur la libéralisation du commerce des services (GATS). L'enseignement y figurait déjà en bonne place. [...]

En 1998, à la demande du Conseil pour le Commerce des Services, le Secrétariat de l'OMC a constitué un groupe de travail chargé d'étudier les

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

abonnez-vous!

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Méga fusion dans l'industrie d'armement

Mondialisation et stratégies militaires des États

L'EUPHORIE RÉGNAIT PARMIS NOS dirigeants lors de l'annonce, le 14 octobre 1999, dans le secteur de l'industrie militaire et aéronautique de la fusion entre les français Aérospatiale Matra et l'allemand DaimlerChrysler Aerospace. En quoi cela peut-il bien intéresser les anarchistes? La mise à l'écart de la population des casernes par l'abandon de la circonscription ne doit-elle pas renforcer notre vigilance sur les autres volets de la réforme de l'armée? Quelles transformations induit la mondialisation de l'économie dans l'armée? Comment, pourquoi et pour qui l'État accepte-t-il de se dessaisir d'une partie de ses fonctions régaliennes? Nos positions antimilitaristes nous conduisent nécessairement à nous interroger sur tous les aspects de la nouvelle stratégie armée des États à l'aube du XXI^e siècle.

La naissance de ce nouveau géant mondial, baptisé EADS (*European Aeronautic, Defense and Space Company*), rentre dans le cadre plus global de la réforme de l'armée lancée par Chirac et poursuivie par la

gauche. Si les médias se sont focalisés sur la suppression du service militaire et son remplacement par le rendez-vous citoyen, la restructuration de l'industrie d'armement est beaucoup plus lourde de conséquences à terme, au même titre d'ailleurs que la professionnalisation des armées. Cette réorganisation économique, imposée par la mondialisation, se fait, comme dans d'autres secteurs, à coups de privatisations et de fusions. La manœuvre téléguidée par le gouvernement français (Jospin a chargé Strauss-Kahn de piloter les négociations) permet au passage d'augmenter la fortune de la famille Dassault de 2.7 milliards de francs! Elle consiste surtout, en plus des fleurs offertes aux patrons, à constituer un groupe tentaculaire (détenant 75,8% du capital d'Airbus, 23,9% de celui d'Ariane, 45,9% de celui de Dassault) capable de brasser les milliards d'euros nécessaires à la construction de nouvelles armes technologiques. L'Europe espère développer des moyens de renseignements autonomes comme les satellites militaires et est en quête

d'un nouvel appareil de transport de troupes. C'est en effet l'armée américaine qui ballade actuellement l'armée française.

Protéger le marché plus que la patrie

Un des critères exigés lors de cette méga-fusion par les interlocuteurs comprenait le retrait immédiat des participations importantes de l'État français. Ce dernier qui contrôlait 47% d'Aérospatiale Matra détient désormais seulement 15% de la holding EADS et dispose d'un droit de veto sur quelques opérations. Ce désengagement partiel de l'État dans un secteur aussi stratégique que l'industrie d'armement est dicté par la mondialisation. L'augmentation des parts de marché et des taux de profit en est le but et l'État devient l'un des relais de ce processus. A l'heure où l'ennemi extérieur tend à se confondre avec l'ennemi intérieur, il s'agit moins pour les États des grandes puissances de défendre la patrie que de protéger le marché de toute remise en cause. La sécu-

rité doit être assurée partout et être capable d'empêcher toute entrave à la mobilité transnationale instantanée des flux de capitaux comme d'informations.

Les impératifs actuels de l'économie capitaliste exigent la réélaboration globale de la stratégie militaire. Celle-ci passe notamment par la mise en place chaque année d'investissements colossaux dans la recherche-développement que les budgets en baisse de l'État ne peuvent fournir. Le maintien d'un niveau technologique élevé amène l'État à revoir ses structures. Son rôle consiste alors à favoriser le déplacement d'une partie de ses fonctions traditionnelles pour les reconstituer dans un cadre militaro-industriel plus large permettant d'assurer une régulation économique-politique qui ne peut plus s'opérer au niveau national.

L'Europe militaire en marche

Pour cette raison, Paul Quilès (président de la commission de défense à l'Assemblée nationale) y voit « une étape historique dans la construction de l'Europe » et Strauss-Kahn d'ajouter que « c'est une preuve de l'Europe industrielle » après le lancement de l'Euro le 1er janvier 1999. Cette fusion-privatisation, symbole de la relance du couple franco-allemand, offre aux Européens, 4 mois après la fin de la guerre au Kosovo, le moyen d'oublier leur dépendance vis-à-vis des Américains. Aussi, l'émergence d'une identité de défense européenne ne pouvait que se concrétiser par la

création d'un industrie européenne d'armement. En Europe, la bourgeoisie, en particulier française, se met à rêver que l'Union européenne s'affranchissent de la tutelle américaine en matière politique et militaire. Pour autant, l'hégémonie des États-Unis ne saurait encourager la constitution d'adjoints militaires régionaux que s'ils ne s'éloignent pas du modèle de l'OTAN.

Agir contre l'armée, l'État et le capital!

La prise en compte de la mesure du changement montre que notre combat antimilitariste est inséparable d'une lutte plus globale contre les fondements même de l'État et du capitalisme. Il est donc parfaitement absurde d'exiger des États, à l'instar des organisations humanitaires, un code de bonne conduite. Tout comme on ne peut que déplorer les initiatives de « micro-désarmement » menées par les ONG comme celle qui a conduit 120 pays (malgré le refus russe et américain) à la signature d'une convention d'interdiction totale des mines antipersonnelles en décembre 1997 à Ottawa. Ne comptons pas non plus sur les syndicats, plus enclins à sauver des emplois dans l'armement que des vies humaines. Pour le moment, seule la reconversion civile de cet arsenal de destruction peut nous satisfaire. Toute action de sabotage est naturellement envisageable le moment opportun.

Guillaume. - groupe Durruti (Lyon)



Logement : solidarité active contre les expulsions !

Trouver un logement dans l'agglomération lyonnaise devient un véritable parcours du combattant. Les logements sociaux ne sont plus qu'un slogan que les politiciens de droite et de gauche font miroiter pour grappiller quelques voix, surtout l'hiver quand des SDF meurent de froid dans les rues.

Qui n'a jamais entendu parler des magouilles des offices HLM, des listes d'attente qui servent de voies de garage à ceux et celles qui ne correspondent pas au profil financier ou moral, des passe-droits, des sélections par petites annonces pour trouver des « bons payeurs ». Pendant ce temps la spéculation va bon train, on ne construit plus de vrais logements et on voit émerger des HLM réhabilités en plein centre avec des loyers alignés sur le privé, des loyers exorbitants.

L'accès au logement est un besoin fondamental

Et le gouvernement ose venir nous faire des effets de pub au sujet de la suppression du droit au bail, qui représenterait 2,5% du loyer hors charges, soit pour un loyer de 3 000 F une baisse de 75 F. Quelle générosité de la part de la gauche plu-

rielle! Voilà qui va satisfaire les 2 millions de gens mal logés qui continuent à regarder avec envie tous les logements trop neufs ou trop vides qu'ils ne pourront jamais habiter!

De qui se moque-t-on? Pour se loger il faut des papiers, une bonne tête... et du pognon!

Que l'on soit salarié-e ou chômeur/euse, le problème est souvent le même. entre l'envie de vivre ici ou là et la possibilité financière de s'y installer librement, nous en sommes tous et toutes réduits-e-s au même choix: soit se contenter d'un logement loin du centre et mal desservi par les transports en commun, soit payer le prix fort. Se loger décemment est un besoin fondamental tout comme se nourrir, circuler librement, vivre sa vie en toute dignité. Nous sommes pour le droit de cité, que chacun-e décide librement de s'installer là ou bon lui semble et de changer de lieu si tel est son désir, ou par rapport à ses besoins. C'est bien cette autonomie, cette liberté de vie et notre dignité que nient au quotidien patrons, propriétaires et autres régies avec la menace constante de jeter dehors toute personne qui ne leur rapporte pas assez.

La seule riposte possible passe par l'entraide et l'action directe contre ces profiteurs.

Union locale de Lyon de la FA.

Faits d'hiver

Notre patrie, c'est le monde!

Il s'appelait Valentin Krumov. Il avait 38 ans. Il était Bulgare. Il travaillait pour l'ONU.

Le lundi 11 septembre 1999, il a pris une balle dans la tête à Pristina après avoir répondu en serbe à un groupe de jeunes gens qui lui avaient demandé l'heure. Cékonça! Au Kosovo, en ce moment, il ne fait pas bon être ou parler serbe.

Il s'appelle Vaton Surroi. Il est Kosovar d'origine albanaise. Journaliste. Et il dénonce cette haine du Serbe à la mode d'une purification ethnique revancharde.

Mieux, il écrit dans le quotidien de Pristina qu'il dirige, « Koha Ditore » et ose même parler de fascisme.

Le 2 octobre, l'agence de presse Kosovapress, qui est la voix « officielle » de l'UCK depuis des lustres, s'est donc fendue d'un communiqué « vengeur » à l'encontre de Veton Surroi et du rédacteur en chef de son journal: « Ces hommes puent le Slave. Ils ont vendus leurs âmes aux Serbes. Nous ne serons pas surpris qu'ils soient victimes d'actes de vengeance tout à fait compréhensibles et prévisibles... Ils n'ont pas leur place dans un Kosovo libre. »

No comment!

Au royaume du nationalisme (de tous les nationalismes) les victimes d'un jour n'ont de cesse de devenir, à leur tour des bourreaux.

Seuls s'en étonneront toujours les imbéciles sans espoir d'un gauchisme à front bas qui sévissent jusque dans nos rangs et qui, sous couvert d'humanisme bêtard et au nom d'un prétendu « réalisme », chaussaient, il y a quelques mois seulement, les robustes godillots d'un soutien « critique » (faut quand même pas dec) à l'UCK et se gaussaient de cette « vieille » Fédération anarchiste qui refusait de choisir entre la peste et le choléra et qui estimait que la seule manière d'aider le peuple kosovar consistait à se battre pour la révolution sociale et, en attendant qu'elle pointe son nez à l'horizon, à soutenir et aider tous les insoumis et tous les déserteurs. L'histoire est cruelle!

Jean-Marc Raynaud

Répression pour les opposants, tapis rouge pour les tyrans

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE A bel et bien perdue la face à l'occasion de l'accueil de deux parfaits tyrans, le président iranien Mohammad Khatami et son collègue chinois Jian Zemin. Le beau discours du droit et de la démocratie, péniblement construit à l'aide des procès de vieilles badernes devenues sans danger comme Pinochet ou Papon, s'est écroulé d'un coup sous le souffle puissant de la dictature, brutale et sanginaire. Paris, comme Londres auparavant, ont été transformés en zone de non-droits de l'homme. Ce ne sont pas les sbires du parti communiste chinois qui ont arrêté les défenseurs de la liberté qui manifestaient courageusement leur indignation, mais la police française. Il faut dire qu'elle ne manque pas d'entraînement. Tout c'est passé comme si l'Iran et la Chine avaient dicté à la France comment les choses devaient se passer, et la France l'a appliqué à la lettre. Résultat, une soixantaine d'interpellations en deux jours, rien que pour la visite du président iranien. La France déroule le tapis rouge et ouvre ses palaces aux dictateurs pendant qu'elle enferme les démocrates: qu'elle ne nous casse plus les pieds avec son État de droit qui marche en crabe dès qu'il s'agit de ramasser quelques dollars. En effet, trop heureux de pouvoir parader dans le

« pays des droits de l'homme », nos deux dictateurs ont fait leurs courses: quatre Airbus A330 pour l'Iranien et plusieurs centaines de millions d'Euro de commandes pour le Chinois. L'accueil royal qui leur était réservé méritait bien un pourboire.

Le client est roi

Jacques Chirac et Lionel Jospin ont donc écouté sans broncher M. Jian expliquer que son régime se donnait une centaine d'années (sic) pour une participation authentique de la population à la vie politique. toute honte bue ils ont eux-mêmes estimé que donner des leçons ne sert à rien et que l'Occident doit respecter le droit des chinois d'être différents. Raymond Barre, dont on se demande s'il exprimait là ses idées profondes ou si la sénilité le gagne, a surenchéri en justifiant l'autoritarisme du régime chinois: « tous nos bavards d'aujourd'hui, je voudrais les voir aux prises avec le gouvernement d'un pays qui compte plus d'un milliard d'habitants ». Moi, Raymond Barre, j'aimerais bien le voir aux prises avec des travailleurs chinois en révolte. Tout ces tartufes pourraient méditer ce que disait déjà à l'époque du camarade Mao le sinologue Simon Leys « Il aurait suffit qu'Hitler se retint d'envahir ses voisins et se contentât de massacrer ses

propres juifs chez lui, et on aurait pu dire de même: massacrer les juifs doit être un passe temps typiquement allemand; nous devons nous abstenir de porter jugement sur ce sujet, et respecter le droit à l'Allemagne d'être différente. » On peut sérieusement se demander ce qui pousse les dirigeants européens à se plier aux moindres exigences chinoises et dans une moindre mesure iranienne, au point d'empêcher tout dissident ou simplement opposant à ces dictatures de manifester (qui plus est dans le calme). Le sentiment de puissance retrouvé de la Chine fait déjà trembler ses voisins et cet immense pays n'a pas besoin du coup de pouce des hypocrites de Paris et de Londres pour consolider son régime autoritaire. La honte est tellement grande cette fois, les dirigeants occidentaux se sont tellement ridiculisés, qu'on peut espérer qu'ils seront au moins un peu moins démonstratifs dans leurs soutiens aux dictatures de la prochaines fois.

L'opposition ne se tait jamais

Sans attendre cette improbable prise de conscience, nous ne pouvons que souligner et applaudir le courage et la ténacité des opposants à ces régimes. Les services antiterroristes français ont lancé une opération mercredi dans le

milieu des opposants iraniens, à quelques heures de l'arrivée du président Khatami. Sous prétexte de la possible arrivée en France de trois moudjahidines du peuple « susceptibles de porter atteinte à la sécurité du dirigeant iranien », Chevènement a fait refouler 500 iraniens aux frontières. Cela n'a pas empêché des militants courageux de déployer au sommet de l'Arc de triomphe une banderole avec le slogan « À bas Khatami » avant d'être rapidement embarqué par la police. D'autres ont réussi à plusieurs reprises à lancer des œufs et des boulettes de peinture sur le cortège et la voiture de Khatami. Ce sont sans doute là les attentats tant redoutés par l'État policier... bravo quand même; cela n'a pas dû être facile à réaliser. Au total, une soixantaine de personnes ont été interpellées sur la voie publique, pendant que le tyran se pava-

nait à l'Unesco et au Panthéon. Juste avant son départ, le ministère français des Affaires étrangères a déclaré que cette visite avait « consacré le soutien de Paris à la politique d'ouverture et de réformes du président iranien ». ouverture des robinets du pétrole, peut-être, mais des prisons ou croupissent les opposants politiques, sûrement pas. Il manquait pour cette belle journée d'automne un soutien officiel du quai d'Orsay au Laogai (le goulag chinois). M. Jiang a dû être bien triste.

Franck Gombaud

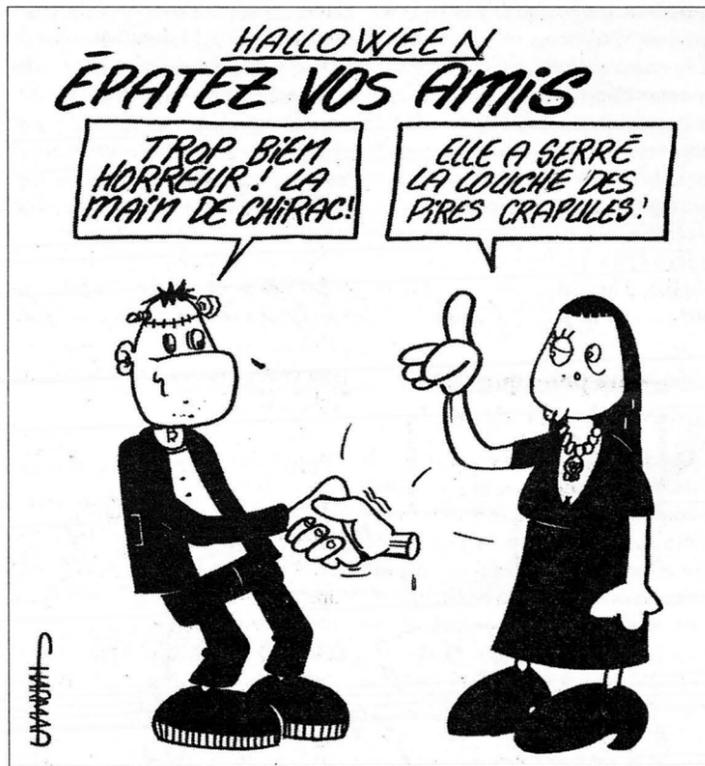
- (1) Cité dans *Le Monde* du 30 octobre 1999 par Francis Deron à partir de Simon Leys « Essais sur la Chine » chez Robert Laffont
- (2) Ces informations ont pour source une agence de presse internationale.
- (3) Sur l'évolution en Chine, lisez le très bon article de Jean-Jacques Gandini (*Monde libertaire* n° 1178).

La lutte antifasciste est toujours nécessaire

LA SCISSION DU FRONT NATIONAL A EU LIEU IL Y A maintenant presque un an. Les divers règlements de comptes entre factions adverses ont fini de mettre à genoux, les uns financièrement, les autres en nombre de militants une organisation qui ne cessait de progresser tant au plan électoral que sur le terrain des idées. Même si l'on ne peut que se réjouir de voir nos ennemis s'entre-déchirer, en a-t-on fini pour autant? Tout d'abord, n'oublions pas que malgré la mauvaise posture organisationnelle de l'extrême droite, le terrain sur lequel s'est développé le Front National n'a pas disparu. En effet, la précarité et la misère ne sont pas en voie de disparition, au contraire. Ensuite, même divisés, les FN disposent d'une infrastructure militante importante et d'un taux de sympathie non négligeable dans certaines parties de la société française. Mais le plus, c'est que les masques vont maintenant tomber. Depuis que la montée du FN est devenue un sujet préoccupant pour de nombreuses personnes, les organisations social-démocrates et leurs satellites se sont emparées du sujet. Après de nombreuses années de luttes antifascistes, beaucoup de militants et parmi les nôtres ont fait l'analyse que la seule dénonciation du FN n'était pas suffisante. En effet, non seulement, l'objectif de faire baisser l'influence de ce parti était un échec, mais en plus cela permettait à des organisations dites de gauche, Parti Socialiste en tête de se faire une virginité et un sujet de lutte tout en évitant d'aborder le fond du problème. Pendant que ces derniers condamnaient le FN, ils reprenaient (et continuent) à appliquer sur le terrain partie de ses idées. Les deux domaines les plus flagrants à ce niveau sont la question de l'immigration (de Fabius avec ses mauvaises réponses aux bons problèmes aux charters des gouvernements successifs) et de la sécurité (avec récemment les plans locaux de sécurité). Ces deux thèmes ont été clairement et délibérément introduits par l'extrême droite dans le débat politique français et repris allègrement et en cœur par les uns et les autres. Dans un même temps, quand on luttaient sur le terrain des sans-papiers, quand on répétaient que le nombre croissant de policiers n'était certainement pas une solution à quoi que se soit, quand on appelait à agir

au lieu d'élire, on « faisait le jeu du FN ». En fait, dès qu'on se plaçait sur le terrain de la lutte contre les idées du FN et ses causes en plus du terrain contre le parti en tant que tel, on « faisait le jeu du FN ». Venant de la part de ceux qui ont facilité son accès aux médias et appliqué une partie de ses idées, la situation ne manquait pas de sel. Evidemment, dans l'optique de pure lutte contre le FN, le but est presque atteint. Pour nous, elle ne fait donc que continuer, et dans une situation « idéologique » favorable. Le spectre du FN allant arriver au pouvoir aux prochaines élections n'est plus valide, les politiques xénophobes et sécuritaires n'ont plus aucun alibi vaseux. Le problème est que si au niveau français, le FN a bien régressé, il n'est pas de même de tous les mouvements d'extrême droite au niveau européen. En Autriche, la FPO de Haider avec des références directes au III^e Reich arrive en bonne place et Blocher de l'UDC en Suisse arrive premier parti électoral. Au-delà des diverses raisons propres à chaque pays qui nécessitent d'être analysées, on peut constater que dans un cas comme dans l'autre, c'est le rejet d'un système où la droite puis la gauche chacun son tour (ou ensemble), se partagent le pouvoir en bon gardiens du capitalisme. La conséquence est la désertion des urnes, ce qui n'est a priori pas pour nous déplaire; cependant, le dégoût des isolements n'est pas du tout synonyme de reprise en main de la société par la population. Ce qu'il faut en tirer, c'est que face à ce capitalisme « nécessaire » très largement admis dans la classe politique, il n'y a aucune alternative crédible autre qu'un repli réactionnaire sur des valeurs xénophobes et sécuritaires pour beaucoup et s'appuyant sur un État plus fort dans tous les cas. C'est pourquoi, face aux partis fascistes et surtout face à leurs idées où qu'elles soient, il nous faut porter le fait que le capitalisme et l'État ne sont pas des fatalités et crédibiliser et diffuser dans nos luttes le projet de société anarchiste basé sur des valeurs d'égalité économique et sociale et de solidarité.

Marc. - groupe « Un Autre Futur » (Montpellier)



crises de foi

Heureusement que le ridicule ne tue pas

Jouons à Jésus. Cet automne 1999, les touristes peuvent jouer à Jésus en marchant sur les eaux du lac de Tibériade. Cela sans craindre de couler comme le disciple Pierre, qui fut qualifié pour la circonstance d'homme de peu de foi. Tout cela grâce non pas à un miracle, mais à un ponton transparent de 70 mètres de long affleurant la surface de l'eau. Il y a un droit de passage, payant, bien sûr de quinze francs et on y attend pour le jubilé quatre millions de touristes.

Tout de même, en se prenant pour Jésus (grâce à un ponton), les croyants ne commentent-ils pas un blasphème? Voire même le péché d'orgueil, car qui peut se permettre d'imiter (aussi risiblement du reste) le « fils de Dieu »?

Aux États-Unis, un important leader chrétien américain, le révérend Jerry Falwell, a déclaré que l'antéchrist serait bientôt de retour. Il est, selon lui, juif, car Jésus l'était aussi. Il ajoute qu'il n'est pas antisémite. Cependant si Jésus était juif, les chrétiens ne le sont plus... Tandis que l'antéchrist, lui, reste juif. Ce qui veut dire par syllogisme: chrétiens = force du bien, antéchrist (force du mal, hostile à Dieu) = juif.

Ces propos sont aussi révélateurs des peurs qui rôdent à l'approche du jubilé de l'an 2000, qui ne concernent pas que les sectes comme certains aiment à le faire croire. Jouer sur les peurs (par rapport à la fin du monde, la décadence...) est, certes un fond de commerce très lucratif pour les religieux notamment mais cela se termine toujours par des bûchers...

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

2 millions de détenus aux États-Unis Business et racisme

POUR BEAUCOUPS, LE problème du racisme dans la société américaine n'est plus aussi prégnant que dans les années 60 lorsque les Black Panthers défiaient l'ordre établi dans la rue. Certes, nous nous souvenons tous de quelques épisodes célèbres, de l'affaire Rodney King aux émeutes de Los Angeles en passant par l'incroyable procès d'OJ Simpson... mais on met cela sur le compte de dérèglement individuel et non sur le résultat d'une politique délibérée. Or les chiffres sont là, les prisons américaines enferment près de deux millions de détenus. Plus de 50% de cette population carcérale est noire alors que les Noirs ne représentent que 13% de la population américaine globale. Un jeune Noir sur trois est en prison ou en liberté surveillée. Et l'on compte plus de 3000 condamnés à mort répartis dans 38 États de l'Union.

Et comme la bourgeoisie américaine est toujours en avance sur son temps, la Californie a adopté une loi en 1994 stipulant que des récidivistes condamnés à deux reprises sont passibles, lors d'une troisième comparution, d'une peine allant de 25 ans de prison à la perpétuité sans possibilité de libération sur parole. Un jeune Noir de 27 ans en a fait les frais en 1994: pour avoir volé une part de pizza, il fut condamné à un quart de siècle de prison!

Une politique de criminalisation des exclus

Qu'on ne se leurre pas, il s'agit bien d'une politique délibérée de criminalisation des exclus, sous couvert de lutte contre la drogue et la délinquance; et comme noirs et latinos font encore majoritairement partie du prolétariat ou du « lumpen-proletariat », il n'est alors guère étonnant de les retrouver si nombreux derrière les barreaux.

Pour l'État américain, la prison, l'enfermement, sont devenus une fin en soi, le moyen choisi de se débarrasser une fois pour toutes des éléments jugés les plus inadaptés. Les conditions d'enfermement sont telles que beaucoup de prisonniers deviennent fous. Le progrès technique fait que, dans l'ultra-moderne prison de Pelican Bay en Californie, le prisonnier est toujours seul: en cellule, en promenade et dans le couloir qui mène de l'un à l'autre. Le gardien est remplacé par une surveillance électronique permanente. Plongé dans un tel système, beaucoup de prisonniers, droit commun ou politique, y perdent la raison.

Le business de la prison est en plein essor. De nombreuses villes rurales, touchées par la crise et les restructurations industrielles quémament la création chez elle de prisons de haute-sécurité. C'est le cas de la ville d'Huntingdon dans laquelle Mumia croupit depuis trop longtemps. Là, d'anciens ouvriers blancs ont troqué leur bleu de travail pour un uniforme et se sont reconvertis en matons chargés de surveiller une population majoritairement noire et urbaine, venue des quartiers déshérités de Philadelphie. Le racisme a encore de beaux jours devant lui.

Pour les politiciens américains, la défense de la peine capitale est un argument électoral de poids. Aucun n'est prêt à risquer sa place ou un strapontin pour éviter à un condamné de finir sur la chaise électrique.

Peine de mort et idéologie sécuritaire ne règlent rien

Pourtant, entre 1967 et 1976, il y a eu un moratoire décidé par la Cour suprême: aucune exécution n'eut lieu, et les peines de mort furent commuées en perpétuité. Mais depuis cette date, la machine à tuer étatique a repris du ser-

vice. Pire même, un célèbre arrêt de la Cour suprême stipule que de nouvelles preuves d'innocence ne donnent pas un droit constitutionnel à un réexamen du dossier. En clair, la loi américaine autorise la liquidation physique d'un individu condamné injustement!

Évidemment, le recours à la peine capitale et l'idéologie ultra-sécuritaire ne règlent en rien les problèmes de violence de la société américaine. Les racines de cette violence sont à la fois culturelles et sociales: culte de la violence, des armes et de la force, prolétariat croissant d'une fraction importante de la population, liquidation de tout programme d'aide social ambitieux, racisme institutionnalisé etc.

Comme le dit Mumia Abu-Jamal, « Lorsque l'État érige un édifice de sécurité, quand il construit le mur de plus en plus haut, c'est une preuve de son insécurité et non de sa sécurité [...] quand les politiciens marchent grâce à la mort, aux maisons blindées et aux cellules de prison, c'est une preuve de la peur de la classe dirigeante de ce que les pauvres, les mécontents, les aliénés feront si la répression continue. Donc, quand un État marche à coup de menaces et de terrorisme, il sème les germes de sa propre destruction. » Souhaitons-lui d'avoir raison.

Mais pour ne pas être taxé d'anti-américanisme primaire, permettez que je précise ceci. Il n'y a aucune raison que la France et d'autres pays ne basculent pas dans cette barbarie à visage d'État. Chaque jour, dans nos tribunaux, des jeunes issus de l'immigration sont condamnés à des peines plus lourdes que leurs voisins à peau blanche; chaque jour, dans nos tribunaux, ce sont des hommes et femmes issus des quartiers populaires qui sont envoyés en taule; tous les jours, des hommes et des femmes subissent l'isolement carcéral, voire l'isolement sensoriel.

Certains y perdent la tête: c'est le cas de Georges Cipriani, membre d'« Action directe »; certains y perdent leur santé: c'est le cas de Nathalie Ménigon, autre membre d'« Action directe », victime d'un grave accident cardio-vasculaire; d'autres y perdent la vie: chaque semaine, de très jeunes détenus, souvent

chronique anarcha-féministe Le privé est politique! (encore et toujours)

En ces temps d'ingérence nécessaire au nom de l'humanitaire, nous sommes convié-e-s à larmoyer sur le sort des populations civiles donc innocentes, à nous indigner tout en refusant d'accueillir « toute la misère du monde ». Des traités existent qui définissent le statut des personnes et notamment la convention de Genève. Cette convention sert de base à toutes les législations (qui la reconnaissent quand elles ont fini de la bafouer au nom du réalisme) sur l'acquisition du statut de réfugié-e-s politiques ou économiques.

L'anniversaire (hélas) de la mort de Sémira Adamu vient nous rappeler les causes de sa fuite: un mariage forcé. La fameuse convention ne reconnaît aucune des causes qui peuvent forcer une femme à tout plaquer pour sauver sa peau, pour continuer à vivre en tant qu'être humain et non en tant que paillason désigné pour cause de sexe. Cette convention a choisi d'ignorer ce qui se passe parmi les civil-e-s en temps de paix, au milieu des célébrations de mariage, sous l'écran d'un voile, avec le silence des dépressions et des suicides, derrière les portes familiales. Autour, sur, dans le corps des femmes. Première, deuxième, troisième génération, nous sommes toutes et tous les enfants de ces femmes.

Elisa (Bruxelles)

en préventive, se suicident sans que cela ne nous émeuvent plus que cela.

La prison ne fait pas qu'enfermer. Elle détruit et infantilise et ne prépare aucunement à la réinsertion sociale. Chacun en a conscience mais personne ne fait rien. Peut-être qu'un fort taux de récidive chez les ex-taulards rassure les tenants d'un dis-

cours sécuritaire et moralisateur, apôtres de la repentance et de la punition. Il n'est jamais bon en effet de s'interroger de façon profonde sur les raisons de la délinquance, sur la misère sociale de nos sociétés capitalistes, sur la misère affective de nos sociétés patriarcales.

Patsy



Sursis pour Mumia !

13 jours après que le gouverneur de Pennsylvanie ait signé l'ordre d'exécution d'Abu Jamal prévue pour le 2 décembre prochain, le juge fédéral William Yohn Jr a ordonné son sursis à exécution. Si cette décision était quelque peu attendue, elle ne règle en rien l'affaire sur le fond. Mumia Abu Jamal reste un condamné à mort. La mobilisation de tous reste plus que jamais nécessaire pour qu'enfin son innocence soit reconnue.

Rappelons que depuis 1982 Mumia a toujours nié être l'auteur du meurtre d'un policier et que son procès a été lourdement entaché de racisme et d'irrégularité flagrantes. Par ailleurs la peine de mort se doit d'être combattue y compris dans les trop nombreux pays qui se targuent d'être démocratiques.

Le Comité de rédaction

BELGIQUE

Viol avant expulsion

Lundi 18 octobre, une femme d'origine jamaïcaine se présente pour prendre l'avion pour le Canada à l'aéroport de Zaventem (Belgique). Emigrée au Canada, elle y vit en situation régulière, a un travail. Elle était venue en Belgique rendre visite à des amis. Au moment de présenter ses papiers, les policiers les déclarent faux, les confisquent ainsi que son billet d'avion et ses cartes de crédit. Fin de l'histoire? Non. Rejetée au moment d'embarquer, elle est victime d'un agent de la sécurité de l'aéroport qui profite de son isolement pour la violer. Elle est prise en charge par le collectif contre les expulsions, deux avocats sont déjà sur le dossier. Nos États agressés (1) par l'immigration clandestine auraient-ils besoin de créer des sans-papiers? C'est à vérifier, mais il semblerait que ce ne soit pas la première fois...

Elisa

SUEDE

40 000 manifestants contre le fascisme, le nazisme et le racisme

SAMEDI 23 OCTOBRE, DES MANIFESTATIONS À LA mémoire de Björn Söderberg (1) syndicaliste de la SAC, récemment assassiné, ont eu lieu dans toute la Suède. Près de 40 000 personnes ont manifesté leur peine et leur colère dans différents villes suédoises. Ce fut la plus grande manifestation anti-fasciste en Suède depuis la Seconde guerre mondiale. Björn Söderberg a été assassiné le 12 octobre après avoir révélé qu'un militant fasciste avait été élu délégué dans un syndicat local. De bon matin le samedi 23, une bombe explosait au local de la SAC de la ville de Gävle. Les bureaux étaient situés dans l'immeuble de naissance de Joe Hill, une figure importante du mouvement syndicaliste révolutionnaire suédois et américain (2). L'explosion avait l'objectif clair d'effrayer, avant les manifestations du samedi. A Gävle, 2 000 personnes y ont participé.

À Stockholm, la manifestation a attiré 20 000 participants qui se sont rassemblés pour écouter les orateurs de la SAC et de trois autres confédérations. Un chœur anarcha-féministe chanta des chants antifascistes et un

représentant du réseau « Network Against Racism » prit aussi la parole.

Les drapeaux rouges et noirs et les bannières d'inspiration libertaires dominaient le podium. À Göteborg, la manifestation attira 8 000 participants et des prises de paroles eurent lieu entre autres par Helmut Kirschev anti-nazi allemand et volontaire durant la guerre d'Espagne. Dans la ville du Sud de Malmö, ce fut 1 000 participants et partout il en fut ainsi dans le pays.

Maintenant, le défi à relever par les organisations suédoises antiracistes, syndicalistes est de rassembler leurs ressources pour continuer à mobiliser la classe ouvrière suédoise entière pour affronter le fascisme chaque fois que surgira sa face odieuse. No pasaran

D'après Kurt Svensson, Brand.

(1) voir Monde libertaire semaine 21 octobre.

(2) Joe Hill 1879-1915, poète chansonnier et ouvrier, émigré aux États-Unis il adhère aux IWW (Industrial workers of the World). Accusé à tort d'un crime, il est finalement exécuté en 1915 malgré les protestations ouvrières!

Brésil

La longue lutte des sans-terre

AU BRÉSIL, LE PROBLÈME SOCIAL s'est toujours écrit avec du sang. Tout a commencé en 1500 avec la découverte et l'invasion de triste mémoire subie par les populations amérindiennes autochtones. Dès cette époque, la terre sera le motif qui permettra de justifier les génocides et ethnocides, même sous couvert d'une guerre juste contre les hérétiques indiens « adorateurs de démons ». Puis les arbres seront coupés et des tranchées ouvertes suivant des plans à finalité financière ou politique et mercantiliste.

Les siècles passèrent au Brésil avec une obsession pour les propriétaires de ces immenses terres, celle d'éradiquer les foyers de résistance de ceux qui n'acceptaient pas la situation. Les retranchements où les noirs, évadés de captivité, cherchèrent à mettre en œuvre l'utopie communautaire furent détruits systématiquement au nom de la croix et de la foi authentique. Et ceci depuis le XVII^e siècle, à commencer par les disciples du charismatique Palmarès.

Les années se succédèrent avec l'esclavage et la mort de dizaines de milliers de noirs, et l'impossibilité de mener à bien toutes les tentatives de socialisation de la terre qui s'achevaient invariablement dans le sang et la torture.

L'égalité ou la mort

Le XIX^e siècle au Brésil est marqué par l'indépendance politique du pays (1822) même si le régime esclavagiste est toujours en place. C'est aussi le moment où de nouvelles formes de résistance contre la concentration des terres dans les mains des grands propriétaires ter-

riens (latifundistes) voient le jour. La révolte de la population de Canudos (État de Bahia) est restée célèbre et exemplaire. Dans une région très pauvre, les gens de Canudos o Belo Monte s'organisèrent suivant les principes du communisme primitif, emmenés par un prophète messianique régional, Antonio Conselheiro. Mais cette expérience commença à gêner l'élite économique et politique locale qui comprit vite qu'il y avait là un précédent dangereux qui remettait en cause son pouvoir. Le gouvernement de la toute récente république brésilienne prend la décision en 1889 de favoriser les intérêts des latifundistes et les réalisations des partisans de Canudos sont détruites. Les survivants de cette guerre, pour la plupart des enfants et des femmes, seront vendus ou offerts aux chefs de l'armée, bien que l'esclavage ait été légalement aboli en 1888.

Au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle se déroula une expérience anarchiste imaginée par un agronome et vétérinaire italien, Giovanni Rossi. Cette collectivité située à Palmeiras, État de Parana, a marqué l'histoire sous le nom de la Cecilia. Cette tentative d'organiser une communauté autogestionnaire finit sous les coups des sabres de l'armée républicaine du maréchal Floriano Peixoto.

Dans les années 1910, la question agraire provoque des soulèvements de la part de ceux qui travaillent la terre et en survivent à peine. Et tout près de la zone où s'était implantée la colonie de la Cecilia, entre les États du Parana et Santa Catarina, surgit un nouveau mouvement. Les travailleurs de différentes régions du Brésil, déplacés par une entreprise étrangère de travail pour les che-

mins de fer, se mutinent et occupent les terrains qui bordent la nouvelle ligne ferroviaire. La terre est occupée selon un critère typiquement libertaire, même si l'essentiel du courage nécessaire à un tel soulèvement provient d'une croyance profonde et messianique en l'égalité.

Cet épisode, appelé « guerre du Contestado », fut sanglant avec des périodes et des actes mémorables de la part des paysans occupants qui contrastent avec la lâcheté brutale des forces gouvernementales. Dans la guerre du Contestado aussi on trouve la présence et l'inspiration d'un prophète régional, ici José Maria.

Le siècle avance, et nous trouvons dans l'histoire agraire du Brésil différents exemples de révoltes en relation avec la défense de la terre, depuis le banditisme social de petits groupes à des formes plus complexes d'organisation. Dans les années 30, dans les lointains territoires de la région du Nordeste, en un lieu appelé Caldeirão, des paysans très pauvres réussissent à s'organiser en une petite communauté aux règles égalitaires. Mais là aussi, la régression a raison des courageux paysans : c'est un avion larguant des bombes sur des femmes et des enfants qui fut utilisé par les militaires.

Dans les années 60, après trente ans de dictature militaire, une expérience originale débute à Pernambuco, dans l'État du Nordeste, et que l'on connaît sous l'appellation de Ligues paysannes. Les hommes, travailleurs pauvres de la terre, tentèrent une mise en cause des structures domaniales des riches propriétaires. Malgré leur manque de connaissance théorique de la réalité objective, ces paysans démontrèrent



une grande lucidité dans l'élaboration de leurs revendications. Mais leur élan sera stoppé net par un nouveau coup d'État militaire en 1964 et le régime instauré dura vingt ans.

Une longue histoire

Aujourd'hui, on parle du mouvement des sans-terre qui s'est montré combatif et qui commence à être connu du monde entier depuis les années 80. Malgré les infiltrations politiques d'institutions catholiques, ce mouvement a récolté des succès dans la pratique de l'action directe au cours des occupations. Les sans-terre ont forcé les réformes démocratiques bourgeoises sous la pression des événements, et ont été les sujets de la volonté populaire, pas des résolutions parlementaires.

Mais il est nécessaire de se souvenir que ce mouvement, commémoré justement par la gauche, est le fruit d'une longue histoire d'expérimentations accumulées et mémorisées dans l'imaginaire social. Le mouve-

ment des sans-terre est quelque chose de nouveau par sa dynamique et le type de propagande développé, c'est certain, mais il est aussi la conséquence d'une longue tradition de luttes, comme nous l'avons montré plus haut, en plus de beaucoup d'autres que la classe dominante a cherché à occulter. L'action des paysans aujourd'hui, c'est l'espérance d'un avenir libertaire, qui s'est imposé en diverses occasions en déroutant les vieux seigneurs de la terre.

Dans un pays où quelques propriétés ont la superficie d'États européens (celle de Cecilio do Rego Almeida couvre 5,7 millions d'hectares), les succès du mouvement peuvent servir d'exemples pour d'autres régions d'Amérique latine, si les occupations continuent et que la révolution s'implante au pays de la grande propriété foncière. La réalité décrite ici n'est que le reflet d'un peuple qui souffre de vivre sur des terres dont les grands propriétaires veulent garder le monopole.

d'après *Solidaredad Obrera*, mai 1999

Le mouvement libertaire au Brésil

L'ÉNORME BRÉSIL, AVEC À SA TÊTE LE PRÉSIDENT CARDOSO, est immergé dans un processus accéléré de « modernisation » néo-libérale où cohabitent richesse et poches de pauvreté. Aujourd'hui, de riches propriétaires terriens se paient des parcelles de forêt vierge avec les habitants qui y résident ! Pourtant, en de nombreux points du territoire, la misère oblige des milliers de paysans à vivre dans des conditions qui n'ont rien à envier à celles des esclaves du siècle passé. Au-delà des clichés qui lient le Brésil aux sexe, samba et football, existe un pays riche où la pauvreté abonde et s'étend. Les anarchistes brésiliens occupent leur place dans les mouvements de contestation sociale et politique. Nous en proposons un rapide aperçu.

Un mouvement éclaté

Il y a plus de cent ans avec la forte émigration de ressortissants européens (italiens et espagnols surtout), le Brésil connaît un fort mouvement anarchiste. La communauté de « la Cecilia », les nombreux journaux anarchistes et la COB (Confédération ouvrière brésilienne) illustrent la présence anarchiste dans ce pays alors en butte à la répression gouvernementale.

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste se caractérise par un émiettement extrême, malgré des tentatives de fédérer des regroupements. Ces regroupements se font souvent à l'échelle des grandes villes mais plus rarement au niveau national. Dans l'État de Sao Paulo par exemple, La Rede Libertaria de la ville de Baixada Santista permet de coordonner l'Union libertaire, l'Agence d'information anarchistes (ANA) à des représentations dans divers États du Brésil et apparaît

comme une des réponses organisationnelles les plus sérieuses pour l'anarchisme. Parmi les luttes où l'OSL est apparue, citons les luttes étudiantes, celles des sans-logis, et des sans-terre ; le Centre culturel José Placido de Albuquerque à Belem do Para ; la Federação anarquista gaucha dans l'État de Rio Grande do Sud...

De nombreuses initiatives

Toujours au niveau national, le syndicat COB-AIT a du mal à se réorganiser suite à des difficultés internes ; le MRAP (Mouvement anarcho-punk) est présent dans tout le Brésil et mêle concerts et militantisme libertaire. Citons enfin des regroupements politiques anarchistes plus locaux à Salvador da Bahia (le Movimento libertario de Pau de Lima), à Friburgo (Union anarchiste), à Arasatuba y Birigui (Grupo de aço libertario organizado).

Les centres culturels libertaires sont nombreux. Lieux d'actions et de créations culturelles, ils sont aussi des lieux de regroupements militants anarchistes qui peuvent s'investir dans les mouvements de contestation. Dans le Minas Gerais, on trouve le Centre de Culture libertaire (CCL) et l'Espaço cultural Durruti est à Sao Paulo. Toujours dans cette ville se trouve le vieux CCS (Centre de culture sociale), l'une des bibliothèques libertaires parmi les plus significatives en Amérique latine.

On finira ce rapide tour d'horizon par l'évocation des associations qui font œuvre d'édition libertaire : la Editoria Imaginario de Sao Paulo fait paraître la revue « Libertarias », le Circulo de Estudios libertarios ideal Peres à Rio de Janeiro édite la revue « Libera » et l'APPL (Associação em Prol dem pensamento libertario) de Salvador de Bahia

édite la revue « Sem Amos ». Bien entendu, d'autres groupes dont certains déjà cités éditent aussi des journaux, revues, bulletins, fanzines...

Des luttes, pas d'élus !

Au Brésil, des luttes importantes sont déclenchées sur les questions de l'écologie, l'objection de conscience, la défense des communautés indigènes. Parmi ces luttes, des sans-terre est la plus connue et la plus populaire. Le MST (Movimento de los trabalhadores sem terra) a continué à mobiliser en quelques années des milliers de paysans pour occuper les nombreuses propriétés de capitalistes terriens. Ceci se menant de façon autonome par rapport aux organisations politiques ou religieuses. Cette lutte fut appuyée par divers groupes anarchistes dont l'OSL, qui participa activement aux mouvements d'occupation. Malheureusement, récemment, certains dirigeants de MST ont appuyé le Parti des Travailleurs de Lula, ce qui a provoqué le départ de nombreux libertaires de MST. Même si il y a aussi des éléments plus radicaux au sein du mouvement des sans-terre. Dans l'État de Pernambuco par exemple, les assauts à main armée de camion de ravitaillement sont fréquents, leur contenu étant réparti entre les familles qui occupent des terres.

En résumé, les anarchistes brésiliens devront vaincre les obstacles des grandes distances qui les séparent et de la désorganisation pour commencer à vertébrer un mouvement qui, tout en accompagnant les plus importantes luttes sociales, pourra se présenter comme une alternative crédible pour mobiliser contre le plus sauvage des capitalismes.

d'après *CNT* (Espagne) de mai 1999

LECTURE

Quatre manuscrits inédits de P-J Proudhon

NOTRE VIEUX COMPAGNON PIERRE-JOSEPH écrivait... beaucoup. Une trentaine d'ouvrages parurent de son vivant et une vingtaine de volumes seront constitués, après sa mort, par ses héritiers testamentaires à partir de ses notes; sa correspondance ne remplit pas moins de dix-sept tomes.

Est-ce à dire que tout a enfin été mis à la disposition du public? Loin de là! L'an dernier, les derniers, les éditions Hon-No-Tomoshia retrouvaient et publiaient en volumes 239 lettres inédites entre 1848 et 1848 (1). Les archives personnelles de Proudhon se constituent de plusieurs dizaines de milliers de pages encore inédites. Elles peuvent se classer en cinq grandes catégories: Les cahiers de lecture; les carnets (2); les manuscrits demeurés à l'état d'ébauche ou non publiés; les notes et annotations diverses; les lettres non éditées (3). Une grande partie de ces manuscrits sont actuellement soigneusement conservés et protégés à la bibliothèque municipale de Besançon. Son conservateur, Mme Marie-Claire Waille et son assistante Mme Françoise Laurent, nous ont fort aimablement fait parvenir des microfilms des manuscrits inédits à rapprocher de La Guerre et la Paix et de La Création de l'ordre (4).

Ayant effectué un tirage pour nos recherches personnelles, nous n'avons pu résister à le multiplier en quelques exemplaires (5).

Nous attirons l'attention sur le fait qu'il s'agit de notes manuscrites, non classées, écrites à la plume d'oie et que les procédés de duplication, (microfilms, tirage puis photocopies) en rendent la lecture souvent difficile et parfois totalement impossible. Ces volumes ne sont par conséquent destinés qu'à des passionnés de l'œuvre de Proudhon (à nos yeux, et de façon tout à fait indiscutable, le plus grand penseur du XIX^e siècle). Des compagnons se sont d'ores et déjà attelés à déchiffrer *De la critique et des idées dans la démocratie française*. S'ils parviennent au bout de ce travail de titan, nous ne manquerons pas de publier alors le texte composé. Cela dit, il faut et faudra toujours avoir en tête que ces notes – de même que les œuvres posthumes ou les Carnets – n'ont jamais été destinées à être publiées telles quelles et ne doivent servir aux chercheurs que d'aide à une connaissance exacte de la vie et de l'évolution intime de la pensée de Proudhon.

On sait le tort qu'a causé l'édition de la Pornocratie, dix ans après la mort de l'auteur et combien ce texte sert encore de référence à tous ceux qui veulent s'attaquer à Proudhon avec la plus mauvaise foi (6).

H. Trinquier

Brouillons d'articles et notes à rapprocher de la Création de l'Ordre; Droit de la force; De la critique et des idées dans la démocratie française; Notes sur La

Guerre et la Paix. Éditions TOPS/Trinquier. Chaque volume: 150 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

(1) Cette maison d'édition semble avoir disparu. De toute façon, le prix des volumes (800 dollars) les rendaient inaccessibles. Un exemplaire est actuellement consultable à la bibliothèque du musée social, 5, rue Las Cases (Paris 7^e) où est déposé le fonds Proudhon constitué par la Société P-J Proudhon.

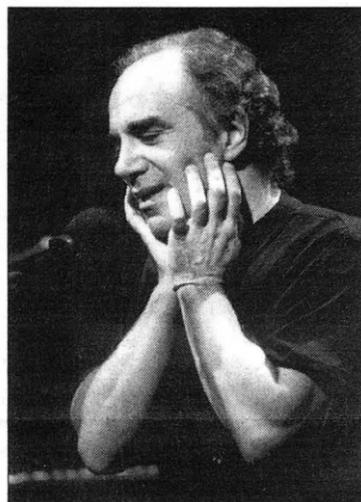
(2) L'édition des Carnets avait été entreprise par les éditions Rivière, avec le concours du CNRS. Sur les six volumes prévus, seuls quatre ont paru (de juillet 1843 à août 1850). Les manuscrits sont actuellement déposés à la Bibliothèque nationale.

(3) Nous reprenons la classification établie par Pierre Hautmann à la fin du tome premier de son ouvrage, Pierre-Joseph Proudhon, sa vie et sa pensée (T.1 édition Beauschesne; T.2 et 3 éd. Desclée de Brouwer).

(4) La Création de l'Ordre sera le prochain volume de notre réédition des œuvres de Proudhon.

(5) Dix exemplaires destinés à quelques bibliothèques et une quarantaine mis en vente.

(6) La Pornocratie était quasi achevé plusieurs années avant la mort de Proudhon. Écrit sous l'impulsion de la colère provoquée par la bêtise d'un livre de Jenny d'Héricourt, Proudhon s'est vite rendu compte de la médiocrité de son texte. Lui, qui était toujours pressé de voir paraître ses œuvres – sa femme, ses filles et lui-même vivaient de la vente de ses ouvrages et étaient continuellement endettés – n'a jamais adressé le manuscrit à aucun éditeur.



Salut, compañeros!
« Aux révolutionnaires espagnols de 36: mon hommage reconnaissant... Un jour, des amis m'ont dit: "Rassemble toutes tes chansons sur l'Espagne, et puis quelques-unes de notre mémoire collective, des chansons sur cette Espagne d'avant Franco, sur nos espoirs d'un monde plus fraternel, sur l'exil aussi (il y a 60 ans!), sur le retour (tant d'années après), et sur cette utopie pour laquelle nous nous sommes battus, qui vit en nous et que nous essayons de transmettre... faisons un concert, chante!" »

Serge Utgé-Royo

donnera un concert unique en hommage aux révolutionnaires espagnols de 36.

Il interprétera des chansons en français, en espagnol et en catalan.

En première partie: Sabine Viret.

dimanche 7 novembre à 16 heures au théâtre l'Européen

3-5 rue Biot, Paris 17^e. Réservations: 01 43 87 97 13.

Tarif: 120 F (chômeurs: 60 F), en vente aussi à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

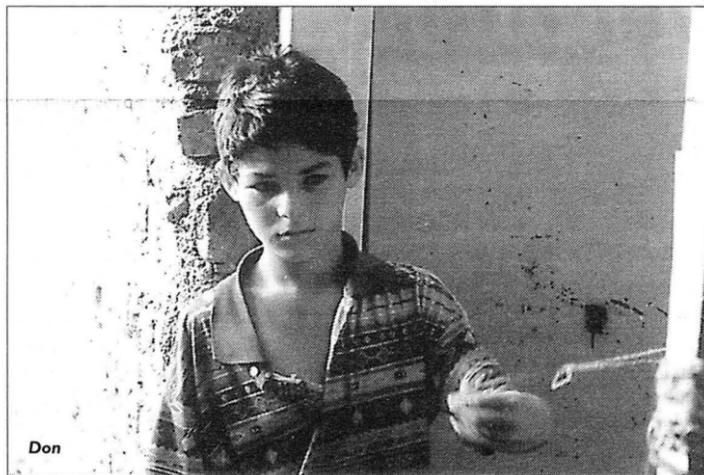
CINÉMA

Trois films contre

« L'Humanité » de Bruno Dumont,

« Don » de Abolfazl Jalili

et l'anticléricale « Jeanne » de Luc Besson



L'HUMANITÉ EST UN FILM déroutant. Gros plan sur le sexe éventré d'une fillette, gros plan sur le sexe d'une femme. Courbet et « L'origine du monde » exaltés et outragés à la fois. Sur ces deux versants passionnels se construit un film pas comme les autres. Il ne montre que les outrages infligés à l'innocence (le viol d'une fillette), les groupes vociférant, le manque d'humanité. Il stigmatise le calme mortel des maisons ordinaires au bord d'une nationale ordinaire qui traverse une ville du nord ordinaire. Il le fait en plans-séquences aux cadrages d'une beauté lancinante. La terre labourée devient tableau de maître pour être aussitôt piétinée par les humains sans grâce, sans intelligence, sans parole. Pharaon, sorte de policier premier, préhistorique, risible dans ses gestes et parades, est totalement déroutant dans son approche de l'autre. Il renifle le fou, étire le criminel, repose sur l'épaule du traître, s'extasie devant un tableau, crie seul contre tous. Il est aux antipodes de notre vision stéréotypée du voleur et du gendarme. Nous ne reconnaissons rien. Nous sommes

en plein désarroi. Donc finalement assez proche de ce type qui crève de son humanité, de son envie pour sa voisine, de son agacement que lui procure sa mère maternante insupportable, de son dégoût face au viol d'une petite fille. Un film anticonformiste, lent, long, choquant et bouleversant.

Don de Abolfazl Jalili travaille le direct d'une façon anticonventionnelle. Film interdit en Iran, comme tous les précédents films de Jalili, *Don* est le portrait d'un jeune garçon qui quoique diminué, il a une terrible blessure à la jambe, risque la gangrène et l'amputation, travaille jour et nuit pour aider sa famille en détresse. Pour lui et son histoire réelle, Jalili abandonne son scénario initial, son équipe de tournage et s'élance derrière son héros boitillant pour capter sa vie. La misère, l'exploitation des enfants, les hôpitaux, les maisons qui n'abritent que l'excessive pauvreté et le dénuement. Ce garçon qui boite, émerge, puissant, grâce à sa détermination. Il ne recule devant rien et le réalisateur le suit, probablement lui-même ébloui par tant de force. Petit frère de *Rosetta* pour l'âge, *Don* a sur elle

l'avantage de sa véracité. On n'a pas écrit un scénario pour lui, on ne lui a pas préparé des pièges à poissons. Il doit inventer chaque jour comment attraper de quoi manger, comment survivre avec sa jambe qui suinte, avec un patron sur le dos. Héros boitillant d'un type nouveau, ignorant tout de la bienséance, il ne fait aucune publicité au régime en place, tout au contraire, il montre les failles d'une république islamiste respectueuse de l'homme.

Troisième film contre: Incroyable, mais vrai, la *Jeanne...* de Luc Besson est ni hollywoodienne, ni bressonienne, ni sublime pleureuse incarnée par Falconetti, ni garçonne à la Jean Seberg, ni notre copine comme Sandrine Bonnaire, la *Jeanne* de Rivette, la *Jeanne* de Luc Besson est révoltée, ne jure que sur ses saints, elle est anticléricale, iconoclaste et libre. Évidemment, le film est bourré de fric, un centième de son budget financerait sûrement cent autres films de Jalili et au moins dix de Bruno Dumont, mais c'est un autre débat. Rappel: Dans *Le grand Bleu*, Luc la malice, envoie son alter ego au fond rejoindre les dauphins. On le comprend, sa femme est épouvantable, quitter tout pour une passion, c'est un sentiment libertaire, non! Et si *Nikita* n'était qu'une baffe géante à tous les services généraux qui assassinent impunément... et *Le cinquième élément* rien d'autre que le manifeste d'un anarchiste amoureux de joujoux technologiques? En tous cas, avec Luc Besson, on en a pour son argent. Alors que *L'Humanité*, c'est la sueur, le sperme, le sang et les larmes.

Don le pain rance et la misère noire; on est loin du cinéma « usine à fabriquer des rêves », mais directement dans la dénonciation de tous les systèmes qui nous oppriment.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 4 novembre à 14 heures:

Radio cartable: un programme spécial vacances réalisé par des enfants de CE2, CM1 et CM2.

jeudi 4 novembre à 18 heures:

Si Vis Pacem: L'appel à la préparation de défense.

samedi 6 novembre à 19 heures:

Contre-courbe: Honoré Daumier, artiste engagé.

mardi 9 novembre à 22 h 30:

Jazz en liberté: Ron Pittner en public (1998); Tony Williams Lifetime (1969); Roy Haynes ensemble (1998); Simon Goubert quintet (1995); Elvin Jones (1979).

mercredi 10 novembre à 10h 30:

Blues en liberté: L'alcool et le blues.

Week-end éducatif et libertaire à Bieuzy-les-eaux

GRANDE CONCENTRATION DE LIBERTAIRES ET DE pédagogues de tout poil samedi 23 et dimanche 24 octobre à Bieuzy-les-eaux, au cœur du Morbihan: l'association Liber Terre y organisait un colloque sur l'éducation libertaire. Ce n'était d'ailleurs pas une première anarchiste dans ce tout petit village: Liber Terre y avait déjà réalisé il y a deux ans des rencontres similaires autour des soixante ans de la Révolution Espagnole. Pour cette fois, le prétexte était le 90ème anniversaire de l'assassinat de Francisco Ferrer. Environ 200 personnes se sont retrouvées dans une ambiance particulièrement chaleureuse, entre conférences, tables de presses -nombreuses et bien fournies-, et l'inévitable buvette. Le colloque proprement dit était grosso modo scindé en deux parties: aspect historique le samedi, avec l'évocation des grandes figures que furent Ferrer et son Ecole Moderne, Faure et La Ruhe, Paul Robin ou Emile Masson, plus une conférence sur la chanson militante de la fin du dix-neuvième siècle, vue comme outil de propagande liber-

taire et prolétarienne. La journée s'est achevée par un concert de Serge Utgé-Royo. Le dimanche, lui, était consacré à des témoignages sur les réalisations actuelles: lieux de vie (le Coral), lycée autogéré de Saint-Nazaire et bien sûr Bonaventure, qu'on ne présente plus ici; c'était aussi le jour où confronter nos expériences, nos désirs, nos priorités aussi. C'est d'ailleurs ainsi que l'entendaient les organisateurs, pour qui ce colloque devait être le prétexte au maximum d'échanges, de débats, voire de controverses.

De l'histoire à l'actualité

Outre le grand intérêt culturel et la qualité des exposés, ces journées furent donc aussi l'occasion de faire le point sur ce que peut proposer aujourd'hui l'éducation libertaire. On sait que les approches sont très variées, et, faut-il le préciser, pas nécessairement convergentes. Il est difficile en effet de comparer le vécu des acteurs d'expériences alternatives au système et celui de ceux et celles qui militent à l'intérieur de l'institution scolaire. Il n'est pas toujours évident non plus de faire rimer

alternative pédagogique avec projet politique global. L'idée de Liber Terre était d'ailleurs de favoriser la rencontre réciproque de militant(e)s libertaires et de pédagogues aux expériences originales, mais pas nécessairement anarchistes. C'était là un projet ambitieux, car l'absence de perspectives politiques peut conduire les micro-structures à la tentation du repli sur soi, voire à la compromission sociale (recrutement de personnels précaires ou sous-salariés, horaires abusifs...); d'un autre côté, l'immersion dans les lourdes structures de l'Éducation Nationale peut finir par faire perdre de vue que d'autres formes d'éducation sont possibles, ici et maintenant. On peut d'ailleurs s'étonner que la banalisation des pédagogies actives dans l'Enseignement Primaire n'ait pas été davantage évoquée. Dans le même ordre d'idée, si on excepte les débats autour du Coral et de Bonaventure, peu de liens auront été faits entre des pédagogies à vocation non aliénante et des perspectives émancipatrices concernant l'ensemble de la société. Mais finalement, le grand succès de ce colloque réside dans les ren-

contres qu'il a favorisées. Un des paradoxes de ce week-end (outre la quasi-absence d'enfants) était que des intervenants majoritairement engagés dans des réalisations hors-système débattaient avec un public qui, lui, sortait essentiellement du « moule » de l'Éducation nationale, et y était souvent retourné du côté des enseignants. Le fossé était sans doute trop grand pour qu'une possible synergie apparaisse en deux jours. Mais l'occasion de s'enrichir mutuellement, d'amener chacun, chacune à réfléchir sur ses pratiques péda-

gogiques, qui sur ses perspectives politiques, et tout le monde sur la nécessité de raffermir le lien entre les unes et les autres, cette occasion n'a pas été ratée. Et des colloques comme celui-ci, qui ne sont ni des pince-fesses mondains, ni des réunions de clubs d'initiés, on en redemande, et on attend avec impatience le prochain rendez-vous à Bieuzy avec Liber Terre.

François Coquet

p.s. Ronald Creagh a pris des notes assez complètes sur les conférences. On peut les trouver dans la toile sur le site: http://alor.univ-montp3.fr/RA_Forum/

AGENDA

vendredi 5 novembre

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise la projection d'un documentaire sur le Timor oriental: « Lettre à Xanana » de Antonio Dias, Patrick Le Bellec, Catherine Leconte et Carlos Senedo. Débat avec Antonio Dias à 19 h 30, 145, rue Amelot.

TOULOUSE: Le groupe Albert-Camus de la F.A. organise une conférence, suivie d'un débat, sur « Qu'est-ce que l'anarchisme? » à 20 h 30 à l'Athénée A.-Camus, 36, rue de Cugnaux (métro Patte d'oie).

samedi 6 novembre

AUCH: Le collectif libertaire organise une conférence, suivie d'un débat, sur « Qu'est-ce que l'anarchisme? » à 20 h 30, salle des cordeliers.

METZ: Le collectif libertaire organise une journée d'action de soutien aux sans-papiers. Manifestation à 14 heures à partir de la gare SNCF. À 20 heures projection vidéo de « Parti les mains vides » puis concert, salle Robert d'Ochs (près des Trinitaires). Buvette, table de presse...

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise une rencontre avec Eric Zolla, auteur d'une thèse sur « Internet et les anarchistes » à 16 h 30, 145, rue Amelot.

LOUVAIN (BELGIQUE): Le mensuel anarchiste néerlandophone belge « De Nar » vous invite à un concert de soutien (à partir de 17 h) en la salle Onze Huis (Goudbloemenstraat) avec René Binamé et The Ex. Infos 016/30.96.68. Postbus 136 à 3000 Leuven.

jeudi 11 novembre

GENTIOUX (23): Le groupe F.A. de la Creuse participera au rassemblement pacifiste et antimilitariste autour du monument « Maudite soit la guerre! », à 11 heures. Partage de pique-nique à la salle polyvalente à 13 heures, puis débats et table de presse F.A.

LYON: Rencontre-débat à 15 heures avec Benoît Rey, auteur du livre *Les Egorgeurs* (chronique d'un appelé en Algérie); 19 heures: apéro; 20 heures soirée repas-guinguette (chansons populaires et orgue de barbarie avec Gérard Lorne). PAF: 40 F. La Plume Noire, 19 rue Pierre Blanc. Inscriptions: 04 72 00 94 10.

vendredi 12 novembre

GRENOBLE: Le groupe Jules-Vallès de la F.A. organise un concert de Jo Staline à 20 heures au 102 rue d'Alembert (30 et 50 F).

TOULOUSE: Le syndicat interco de la CNT-AIT organise une réunion sur « la lutte sociale dans le monde » avec des intervenants du Bangladesh, d'Australie, de Colombie, de Serbie, d'Espagne, d'Angleterre... à partir de 20 heures au 22 allées de Barcelone.

samedi 13 novembre

CHELLES: Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une projection vidéo de « Vivre l'utopie » à propos de la révolution espagnole, à 20h30 au 1bis, rue Emilie. La projection sera suivie d'un débat en présence d'Aimé Marcellan.

MONTPELLIER: Manifestation pour sauver Mumia Abu-Jamal à 15 heures place de la comédie.

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec la revue « Réfractifs » à l'occasion de la parution de son dernier numéro, consacré à Elise Reclus, à 16 h 30, 145, rue Amelot.

mercredi 17 novembre

PARIS: Rendez-vous à la 10^e chambre du tribunal de Paris à 13 h 30 pour soutenir Marie-Athée (du groupe Claaaaaash de la F.A.), injustement accusée d'avoir cassé du matériel appartenant à une société qui réserve les billets pour les sans-papiers expulsés.

La politique sécuritaire: le nouvel ordre local

JEAN-PIERRE GARNIER, ingénieur de recherche en philosophie politique au CNRS à Paris, a déjà publié de nombreux ouvrages consacrés à la ville. Son dernier livre s'intitule « Le nouvel ordre local ».

La conférence organisée par le groupe Proudhon de Besançon devait avoir lieu dans le local habituel. Suite à des pressions extérieures, le propriétaire n'a pu honorer ses engagements. Qu'est-ce qui a pu pousser la police à faire pratiquement interdire une conférence sur le nouvel ordre local? Peut-être un sens de l'humour émoussé (par rapport à

l'affiche), ou la peur que l'ordre invoqué apporte le désordre! Heureusement, des amis (en l'occurrence Radio Bip) ont pu nous accueillir et de nombreuses personnes ont assisté au débat...

J.-P. Garnier a tout d'abord fait un historique de l'ordre, évoquant la nécessité de maintenir un ordre public étroit pour permettre un développement sans heurts du capitalisme national, puis international, tel que nous le connaissons aujourd'hui à travers la mondialisation.

Plus la mondialisation s'étend, plus la politique sécuritaire doit se faire sentir au niveau le plus bas de l'ensemble géopolitique. Pour permettre aux profits de

s'accroître, il faut mettre en place une politique de maintien de l'ordre au niveau communal, local et des quartiers.

Rassurez-vous profiteurs, exploités, le gouvernement organise la sécurité: voir les contrats locaux de sécurité (CLS) qui ont fleuri ces dernières années sous le gouvernement socialiste, qui a fait sa révolution culturelle sur la sécurité. Pour faire accepter par la population ces initiatives, le langage change, la communication bat son plein.

Désormais on ne parle plus d'exploiteurs/exploités, de nantis/pauvres. Le nouveau précepte est de dire exclus, car s'il y a des exclus, il n'y a pas d'exclueurs, donc a priori personne contre qui lutter.

Toute la politique des différents gouvernements qui se sont succédés depuis dix ans vise à faire passer dans l'opinion la nécessité absolue d'une politique sécuritaire renforcée. Soi-disant pour maintenir une paix publique, mais en réalité pour mieux contrôler toute la partie de la population qui ne peut pas accéder au monde du travail ou avoir des revenus suffisants pour vivre décemment.

Déjà dans nos villes apparaissent les nouvelles hirondelles, lookées pour être proches des jeunes! Le désir ultime des gouvernants étant de mettre en place, comme en Angleterre ou aux États-Unis, des comités de surveillance de quartiers. Ainsi chaque geste, chaque « dérive » sera signalée d'emblée à la police. L'expérience réalisée entre 1940 et 1944 montre qu'une majorité de français peut y être favorable. Ce n'est plus l'État qui appliquera la loi de l'ordre, c'est le « citoyen » qui se référera à l'ordre pour faire appliquer la loi.

Il est temps, comme à Spezzano Albanese, de pratiquer le communalisme libertaire.

Jean-Marc. - groupe Proudhon (Besançon)

Réforme d'un insoumis pour cause de rigidité!

Le 18 octobre 1999, Cédric Dupont, âgé de 24 ans, était condamné à quatre mois de prison ferme pour avoir refusé d'effectuer son service national et de porter l'uniforme. Il est intéressant à savoir que le procureur demandait une peine d'un an, avec mandat de dépôt à la barre, duré d'emprisonnement requise généralement pour un vol avec violence. Selon ses propres dires, le jugement devait être en effet un exemple!

Or malgré cette condamnation, Cédric n'était pas pour autant libéré de toutes obligations militaires. Et l'armée faisant bien les choses, il devait même se présenter à la caserne de Carpiagne le 20 octobre, sauf à être déclaré déserteur à partir de ce jour. Là, réagissant mal à la condamnation et ne supportant toujours pas, par conviction personnelle, d'effectuer son service, Cédric a été mis dès le lendemain en congé maladie, et ce jusqu'au 26 octobre. À cette date, il a dû réintégrer Carpiagne afin d'être transféré aussitôt à l'hôpital militaire de Marseille, refusant de s'alimenter tant qu'il serait sous l'autorité de l'armée et ne cessant surtout d'agir selon sa seule conscience.

Jusqu'au 29 octobre, Cédric est donc demeuré à l'infirmerie de la caserne, attendant la décision des médecins militaires. Ce même jour, la commission médicale a décidé de le réformer définitivement à cause de sa rigidité, le catégorisant pour cela P3.

Aujourd'hui Cédric a fait appel du jugement et attend toujours une décision qui d'après la justice ne devrait intervenir qu'au minimum dans une année.

Julien - groupe Marius Jacob (Marseille)